



INTERVIEW EMMANUEL MACRON

« Entre la France et l'Afrique, ce doit être une histoire d'amour »

**OBJECTIF
SPÉCIAL
DAKAR**

16 PAGES

N° 3095 – DÉCEMBRE 2020

jeune **afrique**



ISMAÏL OMAR GUELLEH
« Comment Djibouti
est devenu incontournable »
Un entretien avec le chef de l'État

SAHARA
Mourir pour
Guerguerat?

TCHAD
Test électoral crucial
SPÉCIAL 20 PAGES

GOVERNANCE

L'Afrique en quête d'un nouveau leadership

Qu'il semble loin le temps des Senghor, Houphouët, Sankara, Bourguiba ou Mandela... Confrontée à des défis de plus en plus complexes, l'Afrique a pourtant plus que jamais besoin de dirigeants visionnaires, intègres et courageux, capables de les relever.

Algérie 420 DA • Allemagne 9 € • Belgique 9 €
Canada /A 12,99 \$ CAN • Espagne 9 € • France 7,90 €
Grèce 9 € • DOM 9 € • Italie 9 € • Maroc 50 MAD
Pays-Bas 9,20 € • Portugal continental 9 € • RD Congo 10 USD
Suisse 15 CHF • Tunisie 8 TND • TOM 1000 XPF
AO Zone CFA 4800 F CFA • ISSN 1950-1285

01936 - 3095 - F - 7,90 € - RD



30 3095

Mohamed Bazoum

« Vous n'entendrez personne dire que je suis malhonnête, menteur ou voleur »

C'est à lui que Mahamadou Issoufou souhaite passer le relais à l'issue de la présidentielle du 27 décembre. Un ami de trente ans, très connecté, parfois clivant, qui revendique sa liberté de ton.

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOIS SOUDAN ET MATHIEU OLIVIER

Deux mandats de cinq ans et puis s'en va. Le fait est suffisamment rare de nos jours en Afrique pour que Mahamadou Issoufou mérite les éloges que lui décerne la communauté internationale. Mais le chef d'État sortant du Niger n'en a pas moins pris ses précautions : pour l'élection présidentielle, dont le premier tour se déroulera dans moins d'un mois, le 27 décembre, il s'est choisi un dauphin, qui, espère-t-il, sera son successeur. « Mon parti a des valeurs », confiait-il à *Jeune Afrique* en août 2019 pour expliquer sa décision d'adouber son compagnon de trente ans.

Choix logique puisque le candidat du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-Tarayya) est l'un des cofondateurs de la formation au pouvoir et un fidèle de la première heure. Mais choix audacieux tout de même que celui d'un ressortissant d'une communauté arabe de l'Est, très minoritaire, dont l'élection démontrerait que la société nigérienne a été suffisamment détribalisée pour que ce fait ne constitue plus un handicap.

Celui qui aura 60 ans le 1^{er} janvier prochain part avec le statut de favori face à une opposition émietlée. Natif de la région de Diffa, diplômé en philosophie de l'université de Dakar, ancien syndicaliste étudiant puis enseignant, marxiste converti à la social-démocratie, Mohamed Bazoum a connu la clandestinité et

les cellules de commissariats sous les régimes militaires de Seyni Kountché et d'Ibrahim Baré Maïnassara. Élu député de Tesker à cinq reprises, cet homme de réseaux, excellent orateur, a été un ministre des Affaires étrangères actif et apprécié des chancelleries et, surtout, de 2016 à 2020, un ministre de l'Intérieur et de la Sécurité à poigne et au verbe volontiers tranchant. Cette image parfois clivante – qu'il réfute –, Mohamed Bazoum la compense par la science de topographe qu'il possède de son pays, dont il a arpenté tous les recoins.

Alors que Mahamadou Issoufou s'apprête à passer la main après avoir réussi la première transition entre deux présidents démocratiquement élus dans l'histoire du Niger, Mohamed Bazoum se tient prêt à être celui qui prendra le relais. À condition que le choix de son camarade soit aussi celui de ses concitoyens.

Jeune Afrique : À ce jour, trente candidats sont en lice pour l'élection



JE NE PENSE PAS QU'IL Y AIT UN SEUL PAYS EN AFRIQUE OÙ LE POUVOIR AIT SI PEU DE PRISE SUR UNE COMMISSION ÉLECTORALE.

présidentielle. Est-ce le signe que la démocratie nigérienne est en bonne santé ?

Mohamed Bazoum : Certainement, même si ce nombre élevé peut aussi avoir quelques inconvénients. C'est surtout la preuve que bon nombre d'acteurs ont confiance dans la sincérité du scrutin qui va être organisé. Si ce n'était pas le cas, ils ne se présenteraient pas.

Une partie de l'opposition considère que la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) est acquise à votre formation, le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS)...

Elle ne peut l'être de par sa composition. Les membres de la Ceni ont tous été désignés par des structures qui n'ont rien à voir avec le pouvoir. Issaka Souna, son président, a été choisi dans le cadre du Conseil national de dialogue politique, qui regroupe tous les partis. Il a déjà occupé ce poste lors de la présidentielle de 1999 et dispose de l'expérience nécessaire. On ne lui connaît aucune affiliation politique, et il n'est pas réputé proche du PNDS. D'ailleurs, en 1999, notre parti avait perdu les élections. La Ceni compte cinq représentants de la majorité, cinq de l'opposition, et nous avons ajouté deux sièges pour les non-affiliés – qui se comportent en réalité comme nos opposants. De surcroît, chaque candidat à la présidentielle dispose d'un représentant à la Ceni et dans tous ses démembrements. Je ne pense pas



Devant des militants du PNDS (au pouvoir), le 14 novembre.

LOUIS VINCENT

qu'il y ait un seul pays en Afrique où le pouvoir ait si peu de prise sur une commission électorale.

Certains de vos futurs adversaires estiment que le fichier électoral biométrique n'est pas fiable. Que leur répondez-vous ?

L'enrôlement s'est bien effectué au niveau communal, dans le cadre des commissions administratives où chaque parti a pu être témoin des opérations. Ces dernières ont duré cinq mois, et nous n'avons quasiment entendu aucune dénonciation. Le MPN [Mouvement patriotique du Niger] Kiishin Kassa a émis un grief sur l'enrôlement à Zinder : nous y avons répondu. Le MNSD [Mouvement national pour la société du développement] a alerté sur des

malversations à Diffa : cela a été rectifié. Aucun autre signalement n'a été fait. Quand, pour un enrôlement de plus de 7 millions d'électeurs, il y a aussi peu de problèmes signalés, c'est que les opérations se sont bien déroulées. D'ailleurs, la Francophonie et la Cedeao ont audité le fichier électoral.

Vous avez multiplié les tournées à la rencontre des Nigériens, au point d'être accusé de faire campagne avant l'heure en utilisant les moyens de l'État. Est-ce justifié ?

Je n'ai jamais utilisé un seul moyen de l'État, et je mets au défi mes adversaires de prouver le contraire. Au mois d'août 2019, lors de mes vacances, j'ai rendu visite à des militants dans la région de Zinder en utilisant un véhicule de l'État. Nous avons aussitôt

pris des mesures, et j'ai interdit à quiconque de recommencer. J'ai ensuite démissionné de mon poste au gouvernement, et je n'ai donc aucun moyen étatique à ma disposition. J'ai mené une précampagne, comme chaque candidat. Mes adversaires font exactement comme moi, avec moins de succès et de partisans. Aucun texte ne nous empêche de rendre visite à nos militants.

Vos moyens semblent bien supérieurs à ceux de vos concurrents...

Ce n'est pas impossible. Mais, pendant les vingt années que nous avons passé dans l'opposition, c'était eux qui avaient des moyens et nous qui n'en avions pas. Nous ne leur en avons jamais fait grief.

Le cas de l'ancien Premier ministre, Hama Amadou, a dominé la campagne. Sa candidature a été rejetée en vertu de l'article 8 du code électoral, qui stipule que toute personne condamnée à au moins une année de prison ne peut se présenter. Pour la sérénité du scrutin, n'aurait-il pas fallu régler ce dossier « politiquement » et lui permettre d'être candidat ?

Que faudrait-il faire ? On ne peut pas réviser une loi pour faire plaisir à des personnes qui agitent des menaces – menaces qu'elles n'ont de toute façon pas les moyens de mettre à exécution. Ce serait un précédent dangereux. Au demeurant, Hama Amadou a renoncé à la présidence de son parti au motif qu'il était déchu de ses droits civiques. Comment peut-il ne pas prendre également acte de cette déchéance dans le cadre de la présidentielle, dont l'enjeu est bien plus important ?

Cela aurait pu permettre d'éviter la polémique selon laquelle c'est le PNDS qui l'aurait écarté.

Ce n'est pas nous qui l'écartons. C'est à la Cour constitutionnelle de statuer. Je pense qu'il aurait été plus sage de sa part de prendre acte de l'impossibilité de se présenter et de désigner quelqu'un de son parti pour le remplacer, le temps que lui-même

AFRIQUE SUBSAHARIENNE NIGER

soit réhabilité. Peut-être pense-t-il pouvoir utiliser d'autres moyens que les urnes pour imposer sa volonté. Nous ne pouvons que souhaiter que le scrutin se déroule au mieux pour les intérêts de notre pays.

Certains de vos adversaires affirment que vous n'êtes pas né au Niger de parents nigériens et que, par conséquent, vous ne pouvez pas être candidat. Cela vous affecte-t-il ?

Non. De la même manière que cela ne m'affecterait pas si on disait que je ne mesurais pas 1,85 mètre. Si je n'étais pas Nigérien, cela se saurait. Je suis un homme public, plusieurs fois député et ministre. Mes adversaires ont d'abord contesté ma nationalité. Puis ils ont mis en doute la crédibilité de mes pièces d'état civil. Qu'importe, la démarche est vaine. Le Niger est composé de communautés venues de tous les pays frontaliers, dont des Arabes, depuis des siècles. J'en fais partie, mais je suis Nigérien et j'appartiens au Niger. Mes concurrents veulent semer la confusion en faisant un faux parallèle entre les problèmes réels de Hama Amadou et mes prétendus problèmes, qu'ils ont inventés. Mais ce n'est que de la communication.

Une partie de l'opposition a formé une coalition, Cap 21, qui s'est mise d'accord pour soutenir un seul candidat en cas de second tour. Cela vous inquiète-t-il ?

Non. Il faut observer le rapport de forces dans l'actuelle Assemblée nationale. Notre majorité est bien plus forte. De plus, qu'est-ce qui lie ces partis ? Absolument rien. Ils disent qu'ils sont ensemble, mais ne le sont pas. En dehors d'une ou deux déclarations, leur coalition est totalement éteinte et reste très minoritaire. Qu'elle soit unie ou non, elle ne nous fait de toute façon pas peur.

Votre programme s'inscrit dans la continuité de celui du président Mahamadou Issoufou. Si vous êtes élu, sur quels points comptez-vous mettre l'accent ?

Le président a un bilan remarquable

dans le domaine de la sécurité, qui est la première préoccupation des autorités et des citoyens. Nous allons consolider ce que nous avons acquis. Pour avoir été ministre des Affaires étrangères et de l'Intérieur, et membre du Conseil national de sécurité, je suis l'une des personnes les plus à même de comprendre ce dossier. Mahamadou Issoufou a aussi beaucoup fait pour les infrastructures, en particulier dans le domaine des routes, des télécommunications ou de l'énergie. En revanche, nous devons accentuer l'effort sur le secteur de l'éducation : je compte lui donner un caractère prioritaire, et je le suivrai d'aussi près que celui de la sécurité. L'éducation, c'est le levier pour résoudre l'autre grand défi du Niger, la démographie.

Vous comptez donc vous attaquer à une démographie jugée galopante au Niger ?

Oui. En retenant les jeunes filles plus longtemps à l'école, en évitant des mariages précoces, nous trouverons un début de solution. Nous allons repenser notre système éducatif, construire des internats pour les filles, et leur permettre d'y connaître le succès. Une fille qui passe deux, trois ou quatre ans de plus à l'école, c'est un ou deux enfants en moins. Dans le même esprit, je compte confier au ministère de la Santé un travail de sensibilisation dans le domaine de la santé et de la reproduction. Voilà les deux piliers de ma politique démographique : l'école et la santé.

Un chiffre inquiète au Niger : 40 %, le pourcentage de Nigériens vivant dans



**JE METS AU DÉFI
QUICONQUE
DE ME REPROCHER
DES FAITS CONTRAIRES
AUX VALEURS
DE LA DÉMOCRATIE.**

une situation de grande pauvreté. Comment l'améliorer ?

En 2011, le taux de pauvreté était de 60 %. Le président Issoufou l'a ramené à 40 %. Je me suis engagé à mettre en œuvre les mesures qui s'imposent pour ramener ce taux à 25 % dans les cinq années à venir.

Il y a un problème auquel les Nigériens sont très sensibles, c'est la lutte contre la corruption. En 2015, vous avez estimé que le PNDS n'était pas allé assez loin. Comptez-vous rectifier le tir ?

Il est clair qu'il y a encore des pratiques de corruption dans l'administration du Niger, mais pas plus ici – et sans doute moins – qu'ailleurs. Je suivrai cela de plus près. À la différence du président Issoufou, j'ai la chance d'avoir été ministre pendant dix ans et je pense avoir un regard plus incisif. Ce sera mon avantage. Dans l'affaire de l'audit des contrats du ministère de la Défense, le président a été celui qui a tiré la sonnette d'alarme. Il a commandé l'audit, des surfacturations insupportables ont été découvertes, et, depuis, les choses se sont améliorées. Nous avons eu un sursaut que je veux prolonger, avec autant de détermination. Je n'ai pas la réputation de quelqu'un d'impliqué dans des affaires et je sais ce qu'il faut faire pour éviter les pièges. Je demanderai à mes ministres d'avoir le même comportement.

Plusieurs opérateurs économiques importants ont été cités dans cet audit. Faut-il songer à leur interdire de passer des contrats avec l'État dans le futur ?

La question se pose. Je ne l'ai pas tranchée pour le moment, mais je ne suis pas fermé à une telle décision. Certaines habitudes, au ministère de la Défense par exemple, ne devront en tout cas plus exister.

Les ministres de la Défense concernés par l'audit sont des cadres du PNDS. Ce scandale peut-il affecter votre parti et votre campagne ?

Cela a bien sûr affecté notre image



Avec le président
Issoufou,
le 4 août 2019.

LOUIS VINCENT

après des Nigériens, mais aussi à l'étranger. Mais cet impact est relatif. L'opposition fait de cette affaire une exploitation extensive, voulant donner de nous une image répugnante. Soyez-en sûr : je serai très engagé pour lutter contre ces pratiques que nous condamnons.

On vous reproche souvent d'avoir eu la main trop ferme quand vous étiez ministre de l'Intérieur, au point que vos détracteurs parlent, pour Mahamadou Issoufou comme pour vous, de « dérive autoritaire ». L'assumez-vous ?

Je ne suis jamais intervenu publiquement pour dénoncer le comportement d'un opposant ou d'un acteur de la société civile. Je n'ai jamais interdit de manifestation. Je mets au défi quiconque de me reprocher personnellement des faits contraires aux valeurs de la démocratie. Dernièrement, trois acteurs de la société civile ont effectivement été arrêtés, car ils avaient organisé une manifestation qui a provoqué un incendie et plusieurs morts sur un marché de Niamey. Ils sont en liberté provisoire. On parle, sur dix ans, de quelques arrestations. Je ne pense pas que cela suffise à déduire que le régime est autoritaire. Je ne connais pas un pays en Afrique où l'on s'exprime plus

librement qu'au Niger. D'ailleurs, le président Issoufou est souvent cité à l'étranger comme une référence pour les élections en Afrique.

On dit parfois que vous êtes clivant. Quel type de président voudriez-vous être ?

Je ne suis pas clivant. La preuve : je suis resté pendant trente ans au côté de Mahamadou Issoufou et il n'y a jamais eu le moindre problème. Si j'étais clivant, aurais-je été désigné à l'unanimité par mon parti pour la présidentielle ? En général, on me reproche d'être trop démocrate, et même un peu naïf. Si des camarades ont des doutes, c'est celui-là : ils me reprochent d'être trop gentil.

Sur le plan économique, le Niger est-il passé de l'ère de l'uranium à celle du pétrole ?

En réalité, l'uranium n'a jamais été d'un grand apport pour le PIB de notre économie. Il est vrai qu'aujourd'hui nous avons des perspectives dans le domaine du pétrole. Malheureusement, la pandémie de Covid-19 a eu de mauvais effets sur le prix du brut, et nos partenaires chinois ont beaucoup décélééré dans le processus de construction du pipeline, qui devait nous permettre d'exporter via le

Bénin. Nous pensons pouvoir exploiter notre pétrole en 2022, mais cette échéance ne semble plus réaliste. Nous misons plutôt sur 2023. Ce qui est sûr, c'est que cela va nous aider à renforcer notre budget. Nous utiliserons ces ressources pour répondre aux besoins sociaux des Nigériens.

Si vous êtes élu, vous aurez à suivre le dossier de la monnaie unique ouest-africaine, l'éco. Comment peut-on faire avancer un projet qui semble marquer le pas, notamment en raison du manque d'enthousiasme du Nigeria ?

Le Nigeria est effectivement le pays qui se pose le plus de questions, et il est aussi la plus grande économie de la Cedeao. Ce sont donc les Nigériens qui vont définir le rythme. Au niveau de l'Uemoa [Union économique et monétaire ouest-africaine], nous sommes prêts, mais nous allons devoir attendre le Nigeria.

Beaucoup d'analystes estiment que les États sahéliens sont en train de perdre la bataille contre le jihadisme. Est-ce aussi votre avis ?

Il faut être lucide : une partie importante du Mali est sous la coupe des terroristes, et, tant que nous n'aurons pas réglé ce problème, il sera difficile

AFRIQUE SUBSAHARIENNE NIGER

d'envisager une situation normale au Niger. Nous ne sommes pas confrontés chez nous à une population qui se radicalise ou à des groupes qui occupent notre territoire et y développent une économie criminelle. En revanche, c'est une réalité au Mali comme en Libye, et il nous faut une synergie internationale pour combattre cela. Même si elle a semblé absente jusqu'ici, l'Algérie doit jouer un grand rôle, tout comme les États-Unis, où le changement de présidence peut avoir des effets bénéfiques. Le Niger continuera de prendre part aux efforts dans tout l'espace sahélo-saharien. Nous avons beaucoup appris ces dernières années. Les drames de Chinagodar ou d'Inatès, qui ont endeuillé notre pays, ne sont aujourd'hui plus concevables.

Peut-on imaginer un dialogue avec certains groupes terroristes ?

Dans la mesure où nous n'avons pas de groupes nigériens qui veulent s'implanter au Niger, ce n'est pas à nous de le dire. De notre côté, nous faisons face à des terroristes qui opèrent au Mali et mènent des incursions chez nous pour prendre des armes ou prélever un impôt sous couvert de la zakat. Ce ne sont pas des partenaires avec qui nous pourrions discuter puisqu'ils n'ont aucune réelle revendication au Niger. Nous ne pouvons pas nous substituer à nos frères maliens. Si eux nous disent qu'il y a certains groupes avec lesquels nous pouvons parler, nous sommes prêts à écouter. Mais cela doit venir des Maliens et se faire dans le cadre d'une coopération plus

large, plus internationale, insuffisante aujourd'hui.

Il y a pourtant beaucoup de combattants nigériens dans les rangs de l'État islamique au Grand Sahara et de son homologue en Afrique de l'Ouest, Boko Haram...

C'est vrai. À un moment donné, le gros des troupes de l'État islamique dans la zone de Ménaka, au Mali, était composé de Nigériens. Cela date de 2012 et de la création du Mujao [Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest], qui s'opposait au MNLA [Mouvement national de libération de l'Azawad] et au MSA [Mouvement pour le salut de l'Azawad]. Donc, oui, il y a des Nigériens, mais ce ne sont pas des combattants hostiles

Opposition: une place à prendre

Avec l'invalidation de la candidature de Hama Amadou, les cartes ont été rebattues. Plusieurs ténors espèrent parvenir à rassembler derrière eux au second tour.

Is avaient prévu une démonstration de force, et, en ce 7 novembre, les gradins du stade Seyni-Kountché de Niamey sont effectivement bien remplis. Les partisans de Hama Amadou se sont réunis jusque sur la pelouse pour accueillir leur champion. Les couleurs orange et bleu du Mouvement démocratique nigérien (Moden Fa Lumana) sont partout. La cohue fait oublier une pandémie de Covid-19, qui a relativement épargné le Niger. Le bruit, entêtant, veut rappeler une chose: dans la capitale, Hama Amadou est comme chez lui.

Mais les sourires et les éclats de voix cachent mal une inquiétude. Dans six

jours, la Cour constitutionnelle doit se prononcer sur la validité de la candidature de l'ancien Premier ministre. Condamné en 2017 à un an de prison dans une affaire de supposition d'enfants, celui-ci pourrait tomber sous le coup de l'article 8 du code électoral, lequel dispose qu'une personne ayant écopé d'au moins une année d'emprisonnement ne peut se présenter à la présidentielle. Les lumanistes n'en parlent qu'à mots couverts, mais leur avenir ne tient qu'à un fil.

Bataille juridique

Le 13 novembre, en fin de journée, le couperet tombe. La Cour constitutionnelle invalide le dossier de Hama Amadou. Depuis, le Lumana

ne décolère pas, dénonçant une « décision politique non fondée » et une mainmise du parti au pouvoir sur le processus électoral. Surtout, les réunions s'enchaînent, avec une seule question: quel rôle joueront Hama Amadou et son parti dans la présidentielle? Dès le 15 novembre, l'ancien Premier ministre – en séjour à Abuja depuis la veille – s'entretient avec Ibrahim Yacouba, autre opposant candidat à l'élection, mais ne dévoile pas ses intentions. Le lendemain, le bureau politique du Lumana multiplie les discussions.

À l'heure où nous écrivions ces lignes, plusieurs recours juridiques – notamment devant la Cour de

justice de la Cedeao – étaient à l'étude, et l'avocat de Hama Amadou, M^e Boubacar Mossi, était à la manœuvre. Les lumanistes suivaient également de près la requête déposée devant le tribunal de grande instance de Diffa visant à contester la validité du certificat de nationalité de Mohamed Bazoum et faire invalider par la même occasion sa candidature. Les détracteurs du président du parti au pouvoir affirment que ses parents ne sont pas nés au Niger, mais plutôt en Libye ou au Tchad. « Il est flagrant que le certificat présenté par Mohamed Bazoum à la Cour constitutionnelle a été acquis par fraude », soutient Boubacar Mossi. Ce dernier a en outre été chargé par

au Niger. Quant à Boko Haram, c'est une nébuleuse qui recrute chez nous, mais ses membres sont davantage des bandits que des jihadistes. Ils opèrent des enlèvements pour obtenir des rançons. Nous avons adapté notre réponse et nous avons formé des troupes pour les déployer sur la zone frontière avec le Nigeria. Je prévois que, au cours de 2022 au plus tard, toute la population déplacée aura pu regagner ses villages et pourra de nouveau vivre chez elle. Il restera des résidus de Boko Haram. Mais nous les combattrons jusqu'à ce que le groupe s'éteigne au Nigeria.

Craignez-vous une montée des tensions communautaires, comme au Mali ?

Non, nous n'avons aucun indice de



JE N'AI JAMAIS PENSÉ DEVENIR UN JOUR PRÉSIDENT. JE N'AI PAS FORCÉMENT L'AMBITION D'ISSOUFOU.

tensions communautaires au Niger. Même au Mali, ces tensions n'ont pas lieu dans la région de Ménaka, mais dans le centre du pays. La région de Tillabéry, frontalière avec le Mali, n'a jamais connu de haine communautaire, et je dirais même que c'est un lieu de confluence remarquable. Il est vrai que nous avons eu par le passé

des problèmes dans la région de Bani Bangou entre des communautés agricoles et pastorales, et c'est d'ailleurs ce qui explique que bien des Peuls nigériens se retrouvent aujourd'hui au Mali. Les tensions autour des ressources naturelles, l'eau par exemple, ne manquent pas. Mais c'est d'une intensité très faible. Contrairement peut-être à d'autres pays, nous avons mis en œuvre une gouvernance qui a empêché des dérives plus graves, et nous n'en sommes pas peu fiers.

Vous êtes le dauphin désigné par Mahamadou Issoufou. Est-ce la consécration d'une ambition que vous avez toujours nourrie ?

Je n'ai jamais pensé devenir un jour président. Je n'ai pas forcément →

son client de mener certains entretiens à Niamey, dont l'un avec Ibrahim Yacouba, l'ancien ministre et candidat du Mouvement patriotique nigérien (MPN-Kishiin Kassa).

Leadership

Car, si les lumanistes entendent encore contester la décision de la Cour constitutionnelle et mener une bataille juridique, leurs alliés en ont quant à eux pris acte. L'enjeu : récupérer le leadership d'une opposition jusqu'ici dominée par le Lumana, mais qui serait surtout tombée d'accord pour se rassembler derrière son représentant le mieux placé après le premier tour. « Cela fait des mois que tous se demandent ce que Hama Amadou fera si son dossier n'est pas validé », expliquait récemment à *Jeune Afrique* un membre de la coalition. « Il va déposer des recours, croit savoir un opposant candidat. Mais si cela ne

donne rien, il se rangera aux côtés d'un autre pour battre Bazoum. »

« Il fera campagne, espère un autre poids lourd. Avec le Lumana pour les législatives [qui se tiennent aussi le 27 décembre] et avec l'opposition pour le second tour de la présidentielle. » « Ses militants iront voter pour élire des députés du Lumana. Il reste à les convaincre de voter en même temps pour la présidentielle et un des adversaires de Bazoum », ajoute un opposant. Ibrahim Yacouba espère bien tirer son épingle du jeu. Régulièrement en contact avec Hama Amadou, l'ancien syndicaliste était à sa gauche lors du meeting du 7 novembre. « Personne ne peut mobiliser l'électorat du Lumana sans Hama Amadou. Nous sommes évidemment plus forts avec lui », nous confiait-il à Niamey début novembre. Mais d'autres grands noms, plus expérimentés,

tiennent la corde, comme A l b a d é A b o u b a (Mouvement patriotique pour la République, MPR-Jamuhria). L'ex-ministre de l'Agriculture espère récupérer l'électorat de son ancien parti, le Mouvement national pour une société du développement (MNSD), et faire le plein dans la région de Tahoua, qu'il compte reprendre à un autre enfant du pays, le sortant Mahamadou Issoufou. « Abouba peut mobiliser l'électorat du MNSD tout en grignotant la base qui avait contribué à l'élection d'Issoufou », résume un politologue.

L'ancien chef de l'État Mahamane Ousmane (Renouveau démocratique et républicain, RDR Tchanji) compte lui aussi sur son expérience et sur Zinder, plus gros réservoir de voix du pays, que Mohamed Bazoum veut cependant lui contester. Plusieurs autres opposants

joueront plus certainement les seconds rôles, comme les anciens ministres Omar Hamidou Tchiana et Amadou Boubacar Cissé.

Enfin, deux autres personnalités, plus centrales, entendent peser de tout leur poids. L'ancien chef de l'État Salou Djibo – lequel croit pouvoir profiter de dissensions autour de Mohamed Bazoum au sein du parti au pouvoir – affirme qu'il sera le prochain président, sans pour autant avoir lancé sa campagne. Mais le pari semble très osé. Reste Seini Oumarou, patron d'un MNSD qu'il espère amener au second tour. « Nous ferons tout pour y arriver, nous confiait-il début novembre. Ensuite, l'opposition se regroupera derrière celui qui fera face à Mohamed Bazoum. » Un optimisme, et une stratégie, que tous partagent.

**MATHIEU OLIVIER,
ENVOYÉ SPÉCIAL À NIAMEY**

**AFRIQUE
SUBSAHARIENNE
NIGER**



Ibrahim Yacouba, candidat du MPN Kichiin Kassa. La Cour constitutionnelle a finalement validé les dossiers d'une trentaine de prétendants à la magistrature suprême.

→ l'ambition que j'ai pu percevoir très tôt chez Mahamadou Issoufou. Lui avait à l'esprit qu'il pourrait être un jour chef de l'État. Il y a travaillé, et je l'ai soutenu. J'ai pris beaucoup de risques sous Seyni Kountché et je suis celui qui a animé le groupe clandestin le plus organisé à l'époque. Cependant, le fait peut-être que je sois issu d'une communauté minoritaire ne m'a jamais permis d'envisager de devenir un jour président. Je connais notamment, et surtout dans l'opposition, beaucoup de personnes qui sont obsédées par cette ambition, et cela leur a joué des tours. Ce n'est pas mon cas. Si je suis élu, ce ne sera pas parce que j'aurais forcé les choses mais du fait de mon engagement politique.

Lorsque le président vous l'a proposé, vous auriez pu refuser d'être candidat.

Le président m'a dit que je faisais l'unanimité au sein du parti. J'étais trop engagé pour pouvoir dire non. J'ai analysé la situation. La réponse s'est imposée d'elle-même. Je n'ai pas forcément eu l'ambition d'occuper la présidence, mais, à partir du moment où j'ai décidé d'y prétendre, la fonction ne me fait pas peur, et j'y mettrai toute ma volonté et toute mon énergie.

Quel rôle joue le président Issoufou à vos côtés durant cette campagne ?

Je le vois régulièrement. Il m'aide beaucoup.

En quoi seriez-vous différent de lui ?

Par le style. Le président Issoufou a une personnalité remarquable, et c'est une vraie machine. Je suis moins organisé, peut-être plus libre...

On dit parfois que vous êtes le candidat de la France...

Je ne sais pas ce que cela veut dire. Je n'ai jamais eu un entretien avec quelque Français que ce soit au sujet de ma candidature.

Si vous êtes candidat, c'est aussi parce que Mahamadou Issoufou a fait le choix de respecter la limitation à deux mandats présidentiels. Quel regard portez-vous sur la tentation du troisième mandat ?

Je ne veux pas me mettre à la place des autres sur cette question. Dans notre cas, nous avons un parti, une organisation et des structures, qui font que nous n'avons jamais envisagé le troisième mandat. Cela tient à la gouvernance mise en place par le président Issoufou, quand il dirigeait notre parti. Il n'a jamais considéré qu'il en était le propriétaire, et, s'il l'avait fait, nous nous serions sans doute séparés. Cette incapacité à désigner des successeurs, nous ne la connaissons pas et nous ne

la comprenons pas. Chaque pays a ses réalités, et certains peuvent faire face à des situations particulières. Mais les canons de la démocratie sont universels. En Afrique comme ailleurs, la limitation des mandats doit rester un principe. Nous sommes heureux d'en donner un bel exemple.

Si vous êtes élu, êtes-vous sûrs que vous ne toucherez pas à la Constitution sur ce point ?

Même ceux qui me détestent le savent. Je suis fidèle à mes principes.

Que diriez-vous à un électeur pour le convaincre de voter pour vous ?

Que nous avons stabilisé notre pays et avons beaucoup progressé pendant dix ans. Nous avons une expérience de l'État qui permettra d'agir avec encore plus d'efficacité. J'ai été au cœur des grandes décisions et je sais ce qui a fonctionné ou non. Je serai en mesure d'améliorer la gouvernance pour répondre aux problèmes des Nigériens. Avec moi, nous aurons une école plus efficace, plus d'électricité et de routes dans les campagnes, un meilleur accès à la santé et une meilleure distribution de l'eau... Surtout, je dirais à cet électeur : « Renseignez-vous sur moi. Vous n'entendrez pas dire que je suis quelqu'un de malhonnête, de menteur ou de voleur ».